TROISIEME ANNÉE — N° 78 — LE NUMERO : 0 fr. 30 — JEUDI 12 MAI 1938

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e^**

ABONNEMENTS

France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**

Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**

Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

LA DÉVALUATION RAPPORTE DES MILLIARDS AUX BANQUES ET A L'ETAT BOURGEOIS !

Front unique pour l'échelle mobile des traitements et salaires !

Contrôle ouvrier pour faire payer les riches !

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4^e^ Internationale

La bonne voie

"Vive le Congrès des délégués ouvriers et paysans"

Depuis la trahison par les directions officielles, des divers mouvements de grève, les travailleurs sentent de plus en plus la nécessité d'assurer eux-mêmes démocratiquement la direction de leurs luttes, c'est-à-dire PAR LES COMITES ET LES CONGRES DE COMITES.

Dans le « Réveil Ouvrier », organe mensuel des travailleurs de la région mantaise C.G.T., nous trouvons un excellent appel signé par les ouvriers de la grande usine métallurgique de la région C.I.M.T., qui devrait être repris par tous les organes syndicaux ouvriers et paysans. Cet appel montre le recul de la classe ouvrière, résultat de la politique de capitulation et d'union sacrée. Il proclame « Bas les pattes devant les 40 heures ! » Il dénonce « l'union sacrée qui mène à la guerre et au fascisme ». Il fixe comme objectif, la préparation de la riposte générale. « Il faut, dit-il, que tous les travailleurs de tous les métiers combattent ensemble comme en juin 1936 ». Puis l'appel conclut par ce mot d'ordre qui devrait être repris par chaque usine, par chaque chantier, par chaque section syndicale, et être réalisé : « VIVE LE CONGRES DES DELEGUES OUVRIERS ET PAYSANS ! ».

Voici la citation :

VIVE LE CONGRES DES DELEGUES OUVRIERS ET PAYSANS

« Mais pour agir ainsi, sur qui compter ? Les gouvernements de tous les fronts n'ont su que nuire aux travailleurs.

« Il n'est pas de sauveur suprême,

« Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes.

« C'est pourquoi nous pensons que la parole doit passer aux producteurs : ouvriers et paysans sur leur lieu de travail, dans chaque usine, au bureau, au village. Ils doivent élire leurs délégués à un congrès ouvrier et paysan.

« Ce congrès ne sera pas un meeting de plus. Il prendra toutes les décisions, il dira si les travailleurs marchent pour l'union sacrée et la guerre. Il préparera la contre-offensive de tous les travailleurs, unis fraternellement, sans distinction de tendances. Communistes, Chrétiens, Socialistes, Révolutionnaires syndicalistes, dans le coude à coude de la lutte contre leur exploiteur commun.

« Dans notre région, nous demandons à l'Union locale de notre C.G.T. qui groupe la masse la plus importante des travailleurs, de prendre sans délai, l'initiative d'un tel congrès. D'organiser partout les élections sur la base d'un délégué pour 50 travailleurs sans distinction d'âge ou de nationalité.

« Nous lui demandons de constituer immédiatement un comité d'organisation du congrès ouvrier et paysan. Nous demandons aux syndicats, aux usines, à tous les travailleurs qui nous approuvent, d'entrer en liaison avec nous, pour nous aider dans notre lutte.

« En avant dans la voie de la préparation de la riposte générale, contre la guerre et l'union sacrée. Pour la défense de notre pain et des 40 heures. Pour le congrès des délégués ouvriers et paysans.

« La C.I.M.T. »

Oui, avec les travailleurs de C.I.M.T., ouvriers et paysans de la région mantaise, ouvriers de la région parisienne, ouvriers et paysans de France, vous préparerez votre organisation de lutte, votre propre diection. Que chaque travailleur conscient reprenne et entreprenne concrètement sur son lieu de travail et dans sa propagande, la réalisation de ce mot d'ordre : « VIVE LE CONGRES DES DELEGUES OUVRIERS ET PAYSANS ! »

P.-S. .. Bien entendu, les calomnies n'ont pas tardé contre les camarades qui ont acquis à la C.I.M.T. la confiance des ouvriers. On a fait courir le bruit qu'ils cherchaient à constituer des syndicats autonomes. Les ouvriers répondront à cette infâmie en renforçant la C.G.T. par UNE POLITIQUE DE LUTTE DE CLASSE.

D'autre part, on a fait descendre les responsables des Métaux, à la dernière assemblée des ouvriers. Mais au vote, toutes les mains se levèrent pour le congrès des délégués ouvriers et paysans. Pas une voix contre !

« Gringoire » poursuit « La Lutte Ouvrière »

UNE DEMANDE DE CONDAMNATION A LA PRISON ET A CENT MILLE FRANCS DE DOMMAGES-INTERETS.

« Gringoire » assigne « La Lutte Ouvrière » en correctionnelle. C'est en vertu de la loi SUR LA DIFFAMATION que l'organe de MM. Chiappe et Carbuccia nous poursuit. Il demande contre nous une condamnation à une peine de prison et CENT MILLE FRS de dommages-intérêts (seulement).

Il y a déjà quelque temps que ces gens-là -- et quelques autres -- croient voir revenir les beaux jours qui ont précédé le six février dix-neuf-cent-trente-quatre. Et qu'ils reprennent ouvertement du poil de la bête. Ils essayent en plus de nous frapper à la caisse. Et de nous faire taire.

Qu'ils y aillent de leur papier bleu. Les prolétaires se serreront plus nombreux à nos côtés pour défendre notre journal que la canaille fasciste trouvera toujours en travers de son chemin pour lui infliger de rudes leçons.

Une souscription massive des ouvriers pour répondre à l'assignation des messieurs de « Gringoire ».

Le dossier de la répression

Toi qui est encore libre dans ta propagande, n'oublies pas ceux qui sont arrêtés, ceux qui sont emprisonnés, ceux qui sont torturés, ceux qui sont tués !

Fais connaître ce dossier de la répression capitaliste, que nous ferons connaître ici régulièrement.

Proteste et pose la question partout, dans ton usine, à ton bureau, à ton syndicat ! AGIS POUR TES FRERES DE CLASSE !

EN INDOCHINE, *Duong Mach Mai*, directeur politique du « Peuple », hebdomadaire stalinien, a été arrêté le 21 avril pour « manœuvres subversives ». La vraie raison est dans les manifestations paysannes, qu'on accuse le « Peuple » d'avoir soutenu.

Nous défendrons le stalinien *Mai* comme le stalinien *Tao*, en même temps que notre camarade *Ta-Thu-Thau*.

Ta-Tu-Thau continue à être très affaibli par sa paralysie. L'œil droit est très affaibli. Le médecin a précisé que cet œil ne guérirait que si le côté paralysé peut être guéri. Les médecins ont encore affirmé qu'il ne pourrait guérir que sorti de prison.

EN TUNISIE : Les hécatombes continuent. M. *Ismail*, 5 ans de prison, A. *Mohamed*, 1 an, M. *Nour*, 3 ans de prison. *Taieb* et son secrétaire, chacun 5 ans de prison. A *Sousse*, 16 militants du néo-Destour ont été condamnés à 3 ans de prison et 500 fr. d'amende et 18 mois et 200 francs d'amende, cinq seulement sont condamnés à 8 jours.

FRANCE. Exigeons la libération de *Garnier*, secrétaire du Bâtiment, arrêté, provoqué par un chef de chantier, et *David*, tous deux accusés de « meurtre ». *Libérez David et Garnier !*

LA NOUVELLE DÉVALUATION

Misère pour les pauvres ! Milliards pour les riches !

Daladier poursuit la politique de misère et de grande pénitence pour laquelle il a eu la confiance « unanime » des réactionnaires, des fascistes; des chefs « socialistes » et « communistes ». Après l'aggravation de 8 % des charges des pauvres, après le décret de répression féroce contre les étrangers, voici la dévaluation. Nouvelle amputation d'au moins 20 % du budget du pauvre !

Les milliards rentrent, paraît-il ! 10 milliards ou vingt-quatre en quelques jours ? Sur ces milliards « rapatriés » le vol de la nouvelle dévaluation permet aux capitalistes de réaliser par le bénéfice du change des gains spéculatif d'environ trente pour cent !

D'autre part, la réévaluation du stock monétaire libère un certain nombre de nouveaux milliards ! Mais Daladier les affecte directement, comme le fit Blum, aux remboursements des dettes à l'égard de la Banque de France, c'est-à-dire aux deux cents familles, toujours en place.

Cette dévaluation augmente formidablement le prix de la vie, réduit à néant (et bien au-delà !) les quelques centimes accordés aux métallos, dont *l'Humanité* était si fière, et tandis qu'elle va enfoncer davantage dans la misère ouvriers et paysans, MM. les banquiers et marchands de canons toucheront de nouveaux milliards. La presse capitaliste hurle par avance : surtout qu'on ne donne pas un sou de rajustement aux pauvres, fonctionnaires, petits rentiers... Tout doit aller aux gros industriels, sous forme de dégrèvements fiscaux ou d'investissements !

Daladier a déjà obéi. Maintenant, il prépare le nouveau coup dont on l'a chargé : le coup de pic définitif aux quarante heures, le statut d'étranglement complet de la grève.

Pourquoi ce fondé de pouvoir des deux cents familles, se génerait-il ? Tous les partis, sauf le notre lui font confiance.

Le plan Blum ne lui a-t-il pas montré la voie ? MM. du « Populaire » et de « l'Humanité », vous êtes comiques en vérité. Le statut d'étranglement de la grève ce sont vos députés qui l'ont déposé; quant aux 40 heures, le projet Blum voté par eux, prévoyait les dérogations non seulement pour la défense nationale, mais « une extension du temps de travail », « à d'autres secteurs de l'économie » (chapitre « politique sociale » (sic). Blum et Thorez veulent-ils nous dire : « Pour réaliser cette politique réactionnaire, nous voulons être au pouvoir ! Voilà notre divergence avec Daladier qui lui ne nous en veut pas » ? C'est ce qui résulte des démagogiques indignations des chefs « socialistes », « communistes ». Après en avoir dénoncé le sens perfide nous demandons aux ouvriers socialistes et communistes de prendre au mot ces fureurs de l'escalier contre le torpillage des 40 heures. Nous proposons le front unique du Parti socialiste, du Parti communiste, de la Fédération dissidente de la Seine, de la C.G.T., de l'Union anarchiste de la C.G.T.S.R., du P.O.I., sous les mots d'ordre : « A bas le gouvernement Daladier ! A bas les décrets-lois de misère et de répression Daladier-Mandel ! Bas les pattes devant les 40 heures ! A bas le statut de la grève ! » Tels devraient être, en particulier les principaux objectifs de la manifestation du Mur des Fédérés, chaque parti développant, en outre, ses mots d'ordre propres.

Le CLUB POPULAIRE du Cinéma

nous communique :

VENDREDI 13 MAI

Salle Poissonnière, 7, Fg. Poissonnière

SÉANCE DE CINÉMA :

"Chapeau de Paille d'Italie"

de René Clair

"L'OPÉRA DE QUAT'SOUS"

le chef d'œuvre de Pabst

A BARCELONE

Toute la machination STALINE-NEGRIN contre les Bolcheviks-Léninistes est démontée

DES FAITS QUI ACCUSENT !

Anniversaire des journées de mai en Espagne ! Les ouvriers de Barcelone dressent les barricades, reconstituent les Comités dissous, se lancent dans l'insurrection, pour répondre aux provocations de la contre-révolution bourgeoise staliniste ! Depuis, c'est la réaction staliniste qui triomphe, brisant les meilleurs combattants et préparant la défaite dans la lutte contre Franco. C'est pourquoi ce n'est pas par hasard que l'inquisition bourgeoise-staliniste, s'abat sur les véritables champions de l'unité de lutte par les Comités, sur les partisans de la révolution socialiste qui seule forgera le moral de la victoire, sur les militants de l'internationalisme prolétarien, qui seul peut briser le blocus. Nous avons relaté l'édition barcelonnaise du procès de Moscou, entrepris par Négrin-Staline contre les vaillants militants bolcheviks **Munis, Adolfo Carlini** et leurs camarades Rodriguez, etc...

Déjà l'opinion est saisie de cette imposture ignoble. Les organisations ouvrières, les journaux ouvriers, continueront à être informés. L'action entreprise va s'intensifier. Les premières vigoureuses protestations ont été signifiées.

Nous avons de sûrs renseignements et nous suivons pas à pas le déroulement de la provocation. C'est pourquoi, si chacun sait mobiliser le maximum de travailleurs honnêtes, et donner le maximum de retentissement à nos dénonciations, nous pouvons porter un coup terrible à la Guépéou Négrin-Staline et l'obliger à lâcher prise.

Aujourd'hui, nous voulons, avec des faits très précis, donner le mécanisme de la provocation inquisitoriale.

Il est inutile de souligner l'importance des faits que nous avançons dans la campagne générale contre le gangstérisme staliniste. Pour la première fois, nous saisissons sur le vif, comment la police staliniste (dite police du gouvernement Negrin) fait avouer, comment elle bâtit ses provocations et faux judiciaires.

Nous avons déjà relaté que dans l'affaire montée contre les bolcheviks-léninistes d'Espagne, un militant affaibli avait été forcé à des aveux de faux, qu'il avait aussitôt rétracté dès qu'il avait pu se reprendre. Voyons comment la police a fait avouer Louis Zanon.

Chemin faisant, tous les procédés staliniste seront mis à jour.

ARRESTATION

Le 13 février 1938, Louis Zanon se présenta à 10 h. 30 du matin environ au domicile de Adolfo Carlini et Kielso, dans le Passage Serralhima à Pueblo Seco.

La compagne de Carlini lui expliqua que son ami et Kielso avaient été arrêtés et conduits à la direction générale de la Sûreté.

Ignorant totalement le motif de la détention, Luis Zanon se rendit au domicile de Manuel Fernandez Grandizo, afin de lui communiquer la nouvelle et d'entreprendre des démarches en faveur de ces deux camarades.

A peine avait-il franchi le seuil de la porte de l'immeuble habité par Grandizo-Munis, qu'il fut appréhendé et mis les menottes aux mains, par trois personnes armées, qui se ruèrent sur lui et firent pression pour le contraindre « d'avouer ». Avouer quoi ? demanda-t-il.

Ils procédèrent à une fouille complète de son costume et de sa personne. A ce moment, il entendit un petit tapage dans le vestibule et vit entrer peu après, menottes aux mains, Manuel Fernandez eGrandizo, blessé au poignet, ainsi que Jaime Fernandez Rodriguez. Les mêmes policiers adressèrent les mêmes questions à ces derniers qu'à Zanon, avec une brutalité particulière, traitant Grandizo de « criminel ». La maison avait été fouillée de fond en comble, principalement l'habitation de Grandizo.

« POLICE D'ETAT »

A la demande des camarades, les individus qui avaient procédé à l'arrestation montrèrent leurs papiers ; ces papiers étaient ceux de la police d'Etat. Les policiers firent des paquets avec les effets des camarades et une auto transporta tout le monde à la brigade criminelle. Là, Manuel Fernandez Grandizo, Jaime Fernandez Rodriguez, furent séparés de Zanon.

Ce dernier ne devait les revoir que pendant les confrontations qui eurent lieu pendant l'Enquête policière.

PREMIER INTERROGATOIRE

Zanon fut conduit devant le Commissaire **Joaquim Jarque**. On lui posa des questions :

a) Sur sa personne ;

b) Sa situation de travail et ses moyens de vie durant la période à partir de mai 1937 ;

c) Ses relations avec le P.O.U.M. ;

d) Il lui fut recommandé de se souvenir de ce qui était arrivé le 10 février entre 8 et 10 heures du soir. Dans l'interrogatoire, intervint un agent de la brigade criminelle, nommé Valencia, qui insista pour que Zanon « ne fasse pas le sot » et dise tout ce qu'il savait sur ce qui était arrivé le 10.

Or, Zanon ignorait tout de ce qu'on voulait lui faire avouer être arrivé à cette date. Il ne devait l'apprendre que plus tard. Devant ses dénégations, persistantes, Jarque, le Commissaire, écourta son interrogatoire.

REPONSE DE ZANON

Aux questions du Commissaire Jarque, Zanon répondit :

a) Qu'il se nommait Louis Zanon Grimm, né à Barcelone, sujet italien, affilié à la C.N.T., industrie du papier et des arts graphiques, section de presse, ainsi que le prouvaient ses papiers;

b) Il déclara avoir travaillé pour « la Batalla » et « l'Editorial Marxista », en qualité de traducteur, jusqu'au mois de juin, avoir chômé, en travaillant certains jours (étant donné la grande intermittence de la presse), jusqu'à la mi-août, date à laquelle il entra comme suppléant dans les ateliers de « la Rambla », jusqu'à la fin octobre, date à laquelle l'employé blessé qu'il remplaçait revint au travail.

Depuis cette époque, il était à nouveau chômeur, inscrit à la Bourse du Travail de son Syndicat, secouru par la S.I.A. et particulièrement par quelques camarades.

c) Concernant ses relations avec le P.O.U.M., il expliqua qu'il avait été inscrit dans les milices antifascistes du P.O.U.M. dès les débuts du mouvement ; qu'il avait fait des travaux rémunérés de caractère technique administratif ; qu'il n'avait jamais milité dans le P.O.U.M. lui-même ni conservé de relations avec ses militants.

(*Lire la suite page 2*)

AVANT LE CONGRÈS DE ROYAN DU PARTI SOCIALISTE

La funeste politique du compromis

Il est clair pour quiconque sait voir que le moment actuel est éminemment propice au renforcement, à l'élargissement du parti révolutionnaire et de la IV^e^ Internationale et à leur enracinement dans les masses. Le sabotage criminel par les staliniens de la grève de la Métallurgie parisienne, l'offensive social-patriote à l'intérieur de la S.F.I.O. passent au premier rang des préoccupations de l'avant-garde ouvrière que secoue une profonde crise. La crise de la S.F.I.O. est publique et gagne de jour en jour en ampleur, secouant toutes les Fédérations. Mais elle s'acompagne d'une crise, moins connue, du P.C. Des militants syndicaux, des délégués d'entreprises, secrétaires de cellules d'usines, *les hommes de Juin* 36 quittent par centaines le P. C. à Paris et en province.

Ce sont des ouvriers révolutionnaires, donc foncièrement hostiles à la S.F.I.O., parti de la non intervention, du franc Auriol, de la fusillade de Clichy, du briseur de grève Desphillipon. Ils suivent la scission du Parti socialiste avec attention; ils espèrent voir naître le nouveau parti qu'ils attendent. Ce simple fait devait suffire à convaincre les militants ouvriers sérieux de la Gauche Révolutionnaire qu'il ne s'agit pas d'un problème de discipline intérieur à la S.F.I.O., mais du regroupement des meilleurs combattants ouvriers, qui seul peut amener la victoire du prolétariat français. Pivert montre une fois de plus qu'il est loin d'être un chef révolutionnaire en fixant les yeux, non sur les ouvriers avancés, mais sur Blum et Andrée Marty Capgras qu'il espère voir se dresser énergiquement contre Paul Faure.

On souligne dans les milieux de la G. R. que Blum n'a pas assisté au meeting des Amicales Desphillipon, le 8 mai à Luna Park. On a accueilli avec une vive satisfaction l'article de Commin et d'Andrée Marty-Capgras paru dans la « Tribune Libre du *Populaire* du 5 mai et se terminant par ces mots : « Il faudra que le Congrès de Royan manifeste sa volonté que la question (des sanctions contre la G.R.) soit reconsidérée et que par une large amnistie, par exemple, les militants soient assez conscients des nécessités de l'heure pour renforcer la cohésion de notre Parti et opérer son redressement. » On escompte ainsi que les forces coalisées de la G.R., d'une partie de la « Bataille Socialiste » et de la fraction de Blum mettront le secrétariat en minorité. Aussi la direction de la G.R. invite-t-elle les camarades à ne se livrer à aucun acte d'indiscipline qui donnerait des atouts à Paul Faure : « Nous demandons à tous nos militants et sympathisants d'éviter tout ce qui pourrait aggraver les divisions (*sic* !) au sein du Parti », écrit Juin 36 le 1^er^ mai. Le 1^er^ mai Marceau Pivert se refuse à aller prendre la parole à Sartrouville, malgré la volonté des sections locales. *Juin 36* du 8 mai invite les militants révolutionnaires à ne pas troubler le discours de Desphilippon à Luna-Park. Hérard accepte dans le *Populaire* du 9 mai la censure sur le problème des sanctions. Enfin Pivert a déclaré catégoriquement à la réunion à laquelle nous faisions allusion la semaine dernière que le moment n'était pas des plus favorables pour créer un nouveau parti et qu'il valait mieux rester dans la S.F.I.O. au prix de certaines (*sic*) concessions.

Pendant ce temps le secrétariat passe à l'offensive. La C.A. de la Fédération du Nord approuve les sanctions. Les communiqués de Costedoat, si ridicules soient-ils, préparent le terrain en province. Dans la « Tribune libre » du *Populaire* du 6 mai Louis Lévy exige la reconnaissance du principe de la défense nationale par le parti et menace même les pacifistes. Déjà à la Conférence des J. S. on avait entendu dire que les prolétaires avaient une patrie depuis Juin 36. On commence à préparer des exclusions en province. Les municipalités, le groupe par-

Au lecteur !

Le dernier Comité central élargi de notre parti a décidé de porter le prix de la Lutte ouvrière *à 0 fr. 75 pour quatre pages. Le numéro de deux pages continuera à être vendu 0 fr. 50.*

Nous vous appelons, chers camarades, à intensifier votre soutien pour que le plus tôt possible, nous paraissions chaque semaine sur 4 pages !

Il faut que chaque lecteur fasse autour de lui le maximum d'abonnés ! C'est la ressource la plus stable. Il faut souscrire régulièrement !

Il faut que le parti (cellules de Paris, groupes de province) fasse des efforts beaucoup plus grands. A Paris, il faut intensifier la vente à la criée !

En province, il faut des phalanges régulières et des paiements réguliers !

lementaire, Tasso, Sellier, Lebas, Naegelin, Grumbach entrent dans la danse. Pivert est-il donc bien naïf pour ignorer la puissance de corruption, de pression et de chantage que représente cet appareil ?

Admettons pourtant que le mécontentement de la base du parti contre la politique de Blum-Paul Faure soit assez fort pour qu'il y ait au Congrès une majorité, ou même seulement une très forte minorité contre Paul Faure et que celui-ci doive reculer momentanément. Il est sûr que ce mécontentement sera non pas disciplinaire, mais essentiellement politique : ce sera une condamnation, peut-être encore confuse, de la politique de collaboration de classe et d'Union Sacrée. Au lieu d'armer politiquement ce courant, de le souder autour d'un programme, de l'éduquer par une critique impitoyable de la faillite commune de Blum-Paul Faure et par l'élaboration d'un programme d'action révolutionnaire, la tactique de Pivert aboutira à rejeter ce courant sain dans les bras de Blum, pour que celui-ci puisse les trahir une seconde fois, avec la collaboration de Paul Faure. Au lieu d'avoir réuni une minorité solide et cohérente, décidée à lutter fermement contre le social-chauvinisme, il aura intégré la G.R. à une hypothétique majorité social-patriote de « défenseurs de la démocratie contre le fascisme » de Blum à Commin-Marty-Capgras. Les sanctions sont politiques; elles constituent la répression des social-patriotes contre les internationalistes; c'est pourquoi on ne peut s'allier dans cette lutte avec les social-patriotes. Rejeter l'Union Sacrée en s'apprêtant à s'allier avec Blum, c'est seulement accroître la confusion et faciliter l'avance du social-chauvinisme. La situation internationale allant s'aggravant, la répression ira s'aggravant, et la G.R., affaiblie, déconcertée, se retrouvera à nouveau devant le même problème, et ses militants seront liquidés un à un, sans résistance. Il est hors de doute que la majorité social-patriote renforcée que Pivert aide à préparer armerait la C.A.P. de pouvoirs plus étendus; les articles sur la réforme intérieure nécessaire n'ont pas d'autre sens; ainsi Pivert aurait forgé des armes contre lui et ses amis.

Faut-il rappeler qu'au Congrès des J. S. de Creil la Gauche réunit pour prix de sa capitulation assez de voix pour ne pas être exclu ? Deux jours après le C.N.M. excluait Weitz et il ne restait rien d'une gauche dont la capitulation avait découragé les meilleurs éléments. Pivert veut-il commettre à nouveau ce crime contre l'avant-garde ?

Il ne faut donc pas s'étonner que le nombre des mécontents s'accroisse de toute part dans la G.R. Un peu partout dans les sections des militants se prononcent pour un nouveau parti révolutionnaire et critiquent la tactique de Pivert : lorsque celui-ci pose la question « Capituler ou combattre », aux dirigeants de la S.F.I.O., ils lui retournent la question. Ce courant commence même à se refléter dans les sommets. Daniel Guérin reprend (d'une façon plus floue) sa conclusion du meeting du moulin de la Galette dans un article « d'Essais et Combats », la revue des Etudiants Révolutionnaires. Dans la même revue Rabaud et Stibbe invitent la G. R. à rompre de façon décidée avec la S.F.I.O. Que ces intellectuels solitaires en arrivent là après des années d'hésitation et de désertion de la lutte, suffirait à montrer l'importance du courant de gauche dans la G. R.

En même temps, le Bureau de Londres entre en scène avec la reparution de la *Jeune Garde*. Après avoir fort loué Pivert, le *New Leader* commence à le critiquer. La période des intrigues et des manœuvres commence. Notre P.O.I., qui dès le premier jour a fraternellement et ouvertement expliqué aux militants de la G. R. la nécessité de s'orienter dans le sens du parti révolutionnaire ,de la IVe Internationale, sur la base d'un programme marxiste-léniniste se refuse à ces luttes de coulisses. Il continuera de combattre impitoyablement les centristes, qui après avoir escamoté pendant un mois le problème du nouveau parti le découvrent pour tomber dans le pire confusionnisme si ce n'est dans le silence dès qu'il s'agit d'aborder la question du programme.

Dans le même temps il continuera une discussion fraternelle avec les militants de la Gauche Révolutionnaire qui comprennent la nécessité d'un parti révolutionnaire marxiste. Nous comptons publier sous peu le projet d'un manifeste-programme de notre organisation internationale que les camarades de la G. R. pourront et devront discuter.

AVIS

— En raison du meeting S.I.S.L. du 18e la réunion du Cercle Marx Lénine annoncée pour le mardi 17 mai est annulée.

— Avant de mettre en page, nous n'avons point reçu le compte rendu du Congrès des P.T.T. de Vichy, que nous publierons la semaine prochaine.

Nous remettons aussi un article sur les travailleurs agricoles, et un appel aux travailleurs immigrés.

Cercle Léniniste du 19e

La 6e conférence aura lieu le jeudi 9 mai au café Blandin 6, place du Combat (angle de la rue de Meaux) sall edu sous-sol.

NATIONALISATION ET CONTROLE OUVRIER

Tous les travailleurs communistes, socialistes, anarchistes et syndicalistes sont invités.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

La Politique Syndicale

Comment Doury-Jouhaux renforcent l'exploiteur

Avec quelle duplicité, Doury, secrétaire général de l'Union syndicale des Métallurgistes, essaie, dans l'Humanité *d'expliquer la grève de* 150.000 *métallos parisiens !*

L'Humanité *du dimanche* 1er *mai, annonçait triomphalement en première page : « Après de laborieux pourparlers, les métallurgistes parisiens ont enfin obtenu satisfaction. Des augmentations de salaire horaire, allant de* 0 *fr.* 25 *à* 0 *fr.* 35, *leur sont accordées. Les jeunes ouvriers et ouvrières de moins de* 18 *ans bénéficieront d'un ajustement de* 0 *fr.* 20 *de l'heure. » Victoire ! Victoire ! crie l'*Humanité *du* 1er *mai* 1938.

Or, nous pouvons lire dans la même Humanité *du mardi* 3 *mai* 1938 : *« Premier train de décrets-lois », cependant que la colonne d'à côté indique : « La nouvelle convention collective représente un important succès. Elle est conforme aux intérêts des travailleurs comme à ceux de la Nation.»*

« Premier train de décrets-lois », troisième dévaluation du franc, 8 *% d'augmentation des impôts, etc... c'est un nouveau train de vie chère et de répression capitaliste.*

Où sont, face à cette situation, les 4, 5, *ou* 7 *sous de l'heure des métallos ?*

C'est pourquoi, après avoir crié victoire aux métallurgistes, Doury écrit des articles pour embrouiller le plus possible la compréhension qu'ont de la situation les ouvriers de la métallurgie.

Doury affirme, mardi 10 *mai* (Huma) : *« Dès le début du conflit de la métallurgie parisienne on fit courir le bruit qu'il avait des mobiles politiques... » Qui est cet « on » ? Mais rappelez-vous, camarades, les journaux réactionnaires et...* l'Humanité *elle-même ! Gitton, le député, écrivait chaque jour des articles dénonçant les « trotskystes » comme les instigateurs de la grève.* L'Humanité *a été d'une aide précieuse à la bourgeoisie pour créer la confusion dans la classe ouvrière.*

Le même Doury ajoute : « notre organisation ne ménagea pas ses efforts, tout d'abord pour les (conflits) éviter, ensuite pour les résoudre ». On aurait pu s'en douter. Ce secrétaire général veut démontrer aux bourgeois que s'il y a eu conflit, c'est de leur faute et qu'ils ne doivent pas être si ingrats à l'égard des « chefs » syndicaux.

La capitulation des « chefs » ouvriers appelle d'autres capitulations de leur part, de nouvelles trahisons des intérêts ouvriers.

C'est ainsi que les chefs syndicaux des inscrits maritimes acceptent la reprise du travail sans condition pour les grévistes du « Champlain » du Havre, où le lock-out patronal des Messageries a pris la forme d'un « désarmement » du navire. Les grévistes, eux, n'acceptent pas l'engagement pris par les dirigeants de leur syndicat; ils veulent une promesse de réembauchage pour le 15 *mai des auxiliaires civils. La seule voie de la victoire, c'est la grève générale de tous les inscrits maritimes. Mais la Fédération a une direction pour discuter à Paris au ministère et non pour combattre...*

Pendant ce temps Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. depuis 1910, *palabre aux Congrès de l'Union des syndicats du Rhône ou des P.T.T. à Vichy. Jouhaux fait du bruit dans la presse. Il agit pour laisser la politique syndicale à la remorque de la politique de faillite et de préparation du fascisme qu'est celle dite du Front populaire.*

Jouhaux, comme Doury, concilie les intérêts ouvriers à ceux de la nation, c'est-à-dire que tous deux, personnifiant la bureaucratie syndicale réformiste-staliniste, sacrifient les intérêts de la classe ouvrière sur l'autel de la Patrie capitaliste. Bons et loyaux serviteurs du régime capitaliste, dira plus tard l'histoire vraie.

En Algérie

224 inculpés !

La politique impérialiste en Algérie devient chaque jour plus odieuse et plus féroce. Le P.P.A. compte actuellement 34 *emprisonnés et* 224 *inculpés.* Jusqu'à ces derniers jours, Messalli et ses compagnons ont dû casser les pierres tout le jour dans la Maison Carré. La protestation populaire chaque jour plus ample a seul fai tcesser de tels procédés. *Mais le régime politique n'a pas encore été accordé.*

Quatre dirigeants des Oulamas sont exilés dans le sud à Eloued Souf.

Mais la provocation impérialiste attend non seulement les militants mais toute la population. Ces dernières semaines on pouvait assister à Constantine et à Batina à l'arrestation de jeunes algériens, *sous le simple prétexte qu'ils étaient sympathisants du P.P.A.* Emmenés au poste de police on les rouait de coups, on les gardait plusieurs jours absolument illégalement, pour les relacher ensuite.

Chaque jour des documents nouveaux nous viennent prouvant la compromission absolue du stalinisme avec la pure politique impérialiste.

On découvrait récemment dans une commune de la province de Constantine une lettre circulaire envoyée par le célèbre *Deloche* à toutes les cellules du Parti communiste, ordonnant à leurs membres *de dénoncer à la police les adhérents du P.P.A.*

Le stalinisme devenu le 2e bureau de l'impérialisme français ! Les camarades algériens tireront les leçons qui s'imposent. Pour le regroupement des révolutionnaires sous le drapeau de la IVe Internationale.

A BARCELONE

TOUT LE MECANISME DE L'INQUISITION STALINE-NEGRIN EST DEMONTE

La libération de Munis, Carlini, et de tous les militants arrêtés s'impose !

(*Suite de la page 1*)

d) Enfin, Zanon affirma qu'il ne connaissait aucun fait survenu le jeudi 10 février, ni le jour, ni la nuit.

A quoi le Commissaire Jarque répondit en demandant son emploi du temps ce jour-là.

LE 10 FEVRIER

Zanon expliqua que le 10 au matin, il était allé au domicile de Grandizo-Munis, lui apporter un paquet de journaux. Grandizo lui remit, de son côté, quelques paquets à remettre au courrier. Zanon partit à midi, afin de voir un camarade qui travaillait à Pueblo-Nuevo, il sortit à une heure 30 et alla déjeuner à un restaurant économique situé rue de l'Indépendance, face à l'arrêt n° 41.

A deux heures de l'après-midi, il se rendit à son domicile Pla del Besvo, où il resta jusqu'à trois heures et quart.

Puis, il alla au Syndicat des arts graphiques, arriva à 4 h. 1/4, avec un paquet de journaux pour la distribution, y resta jusqu'à près de sept heures, heure à laquelle il se rendit à un « restaurant économique » rue Salvador-Seguis, où il devait rencontrer un certain nombre de camarades de la C. N.T. et spécialement un certain Gonzalez, qu'il n'avait pas vu depuis quelque temps. Mais il ne put voir ce camarade qu'au cinéma « technic », où il travaillait et il causa avec lui jusqu'à minuit, heure à laquelle il rentra à son domicile.

Tel fut l'emploi du temps de Zanon.

Dès qu'il eut terminé sa déclaration, le Commissaire Jarque déclara que les faits seraient vérifiés. Avec l'agent l'agent Valencia, il insista vivement pour que Zanon dise tout ce qui s'était passé dans la nuit du 10.

On avertit Zanon qu'il serait à nouveau interrogé dans la nuit. On le transporta à l'Inspection de garde où il fut surveillé jusqu'à 10 heures du soir, heure à laquelle on le fit passer à la Direction Générale de la Sûreté, où l'on prit son identité, où on l'enferma dans la dépendance appelée « Lechera » jusqu'à une heure du matin du dimanche suivant 20 février, sans communication d'aucune sorte avec l'extérieur.

Là, l'isolement aidant, il fut pris de panique. Chaque heure avait sur lui une action dissolvante et déprimante. D'autant plus, qu'il s'agissait d'un jeune homme inexpérimenté et de caractère faible.

Survint le deuxième interrogatoire.

LE NOUVEL INTERROGATOIRE

Le 20 février à 1 heure du matin, approximativement, dans les locaux de la brigade criminelle dans le bureau du Commissaire Général, Zavier Mendez, en présence de celui-ci et de quatre autres commissaires, Zanon fut cuisiné. Nous allons voir se développer sans même qu'il soit besoin autrement qu'à titre de menaces des violences physiques, les méthodes de l'inquisition imitées de Moscou.

On lui retire les menottes ; et le plus âgé des policiers commence : « Tu vas tout nous dire. Nous savons tout. Tu es fasciste. Ton père est fasciste. Nous connaissons ton activité fasciste, tes relations fascistes. Nous tenons tous ceux qui faisaient partie de ton groupe. Nous connaissons en détail tous les crimes que vous prépariez et ceux que vous avez commis. Nous vous fusillerons. Tu seras fusillé. »

Zanon réplique par une déclaration politique s'affirmant pour la révolution socialiste et contre le terrorisme individuel.

Le policier lui dit « tout ça c'est de la musique. Les opinions politiques ne m'intéressent pas, ni le Commissaire Général Mendez, ni les autres personnes. Mais seulement tes crimes et ceux de ton organisation ».

« Nous connaissons à la perfection les plans criminels et l'activité de Grandizo-Munis, ce « vulgaire criminel ». Nous allons te soumettre à un interrogatoire comme on le faisait sous Martinez Anido, pour te faire tout avouer. Tu n'y résisteras pas. D'ailleurs, même si tu persistes, la chose est décidée. Tous ont avoué pendant la semaine passée. Grandizo a avoué depuis le dimanche 13.

« Mais, si tu avoues, tout ce qui est arrivé, si ton repentir est sincère, alors, en tenant compte de tes connaissances en langue étrangère, de ta non-participation au crime, nous pourrons ainsi que nous l'ovons décidé, t'utiliser en t'envoyant en Italie.

« Déjà les papiers sont préparés en haut lieu... Tu seras mis en liaison avec le mouvement révolutionnaire illégal et tu pourras travailler pour la cause prolétarienne. D'ailleurs, tu peux si tu veux, réfléchir encore quelque temps... »

Zanon persista à déclarer qu'il ne savait même pas de quel « crime » il s'agissait et persista dans la défense des idées bolcheviks et révolutionnaires.

Sur ce, on lui remit les menottes, et le Commissaire Mendez, affectant une grande courtoisie, l'interrogea sur ses moyens de vie et ses contacts avec les militants du P.O.U.M. Zanon rappelle sa déclaration au Commissaire Jarque. Un policier l'interrompait à chaque instant brutalement. Puis l'ensemble des interrogateurs, avec le Commissaire général, se mirent à l'exhorter à abandonner la compagnie des terroristes et à entrer sur le chemin de la vraie lutte antifasciste.

L'interrogatoire se termina entre cinq et six heures du matin. Zanon fut transféré à l'Inspection de garde.

LA PANIQUE

Dans la journée du 21, la panique s'empara de lui. Cette panique fut aggravée par la sensation d'impuissance physique et morale. Son caractère impressionnable et nerveux à l'excès incapable d'une résistance prolongée, fut encore affaibli au rappel des menaces précises. Il trembla littéralement de tous ses membres dans la nuit du 21 au 22.

Le vingt-deux au matin, on l'invita à une nouvelle déclaration. Alors, son état d'esprit avait subi la transformation souhaitée par les inquisiteurs. Zanon s'accrochait à une unique espérance : gagner du temps, d'une façon quelconque, jusqu'à ce que les déclarations de ses compagnons viennent établir la réalité des faits et démonter la machination. De là à signer toutes les calomnies et faux, suggérés par la police, en particulier sous la dictée du Commissaire général Mendez, il n'y eut qu'un pas. L'interrogatoire commença brutalement : « Hier, nous avons été tolérants; aujourd'hui, nous allons changer radicalement de méthodes. Voilà la déclaration que nous exigeons que tu signes. » Les policiers commencèrent à dérouler la fable jusqu'alors non évoquée (inconnue de Zanon) de l'assassinat de Narvich, capitaine des brigades internationales, que les staliniens ont assassiné (voir « acte d'accusation » reproduit à notre précédent numéro).

On montra à Zanon une photo du Capitaine Léon Narvitch qu'il n'avait jamais vu. « Si tu continues à ne pas parler, nous t'envoyons immédiatement devant le peloton d'exécution. » Zanon tremblait de tous ses membres.

Gagner du temps. Obsession et terreur. Il se laissa aller, il aquiesça aux charges monstrueuses dont la police entendait charger ses camarades et en particulier Munis. **On lui demanda même de compromettre des éléments éminents du mouvement anarchiste.**

Les chefs anarchistes qui se taisent, qui ne font aucune action d'envergure publique contre la répression contre les militants révolutionnaires, anarchistes, poumistes, bolcheviks-léninistes, se doutent-ils qu'un des buts de l'inquisition du Guépéou Negrin-Staline est de les poignarder dans le dos ?

A trois heures du matin, Zanon avait terminé la besogne honteuse que l'Inquisition avait imposé à son caractère broyé. Le Commissaire général Mendez, commença à le flatter, à lui vanter ses qualités linguistiques, à se préoccuper de sa santé, à lui offrir du tabac, à se préoccuper de son transfert de l'Inspection de garde au bureau des Recherches et Captures, plus confortable. Pendant ce temps, on tapait sa déclaration à la machine.

Le matin du 24, nouvel interrogatoire. Zanon fut sollicité d'une manière précise, d'établir un lien entre la mort du capitaine Marvitch et l'organisation de Grandizo-Munis. On attribua à Munis la déclaration suivante : « Il est bien mort. Si j'avais mille vies, je le tuerai mille fois. C'était un provocateur et un espion. »

Le jour suivant, le cuisinage fut complet et on mêla à la déclaration d'autres fables concernant une lettre de Paris signée Pierre, une réunion du café « La Cabana », l'assassinat de Narvitch.

CONFRONTATION

Que les militants honnêtes du monde entier, quelle que soit leur tendance, tirent dès maintenant la leçon des faits irréfutables que nous apportons.

Chaque semaine nous en apporterons de nouveaux.

Dès maintenant le bourreau est entravé par notre publication. L'imposture est dénoncée et démasquée. La savante machination s'effondre. Socialistes, anarchistes, militants de la C.G.T., ouvriers communistes, intellectuels honnêtes, intensifiez la campagne pour libérer Munis, Carlini, et leurs camarades !

(*A suivre.*)

L'INQUISITION A MOSCOU

Comment on les fait avouer

Nous affirmons hautement : toute la procédure contre nos camarades en Espagne est importée directement de Moscou.

En voici la preuve. Qu'on lise l'extrait ci-dessous d'un article que vient de publier W. Krivitsky, ancien collaborateur du Guépéou. Krivitsky a choisi maintenant la voie menchevique. Son article est paru dans la *Messager Socialiste*, organe du parti menchevik (Juin). Il explique comment sont montés dans les coulisses les « procès » de Moscou.

« .. Le travail fondamental pour la préparation des procès consistait dans le « travail » des personnes arrêtées. Dans ce « travail », les interrogatoires à la chaine occupent la première place. Ils sont menés d'abord par des hommes jeunes et incultes. Ainsi Radek fut d'abord interrogé par un juge d'instruction de 27 ans. Tout cet interrogatoire fut réduit à des insultes et des menaces. Les mots « contre révolutionnaire » et « vipère » se mêlaient aux menaces d'exécution. Au deuxième stade, le travail est plus raffiné : l'accusé non encore brisé se voit montrer les aveux de ses camarades, qui ont déjà tout « avoué ». On fit ainsi pour Sokolnikov. L'accusé commence à hésiter et, en fin de compte « avoue » également.

« Mais ce n'est pas suffisant : demain, revenant à lui, il pourrait revenir sur sa première déclaration. Il faut consolider ses aveux, rendre impossible de revenir sur eux. Voici ce que je sais sur la technique de cette « consolidation ».

« La préparation des procès, dans leur élément étranger, avait été confiée à Berman, aujourd'hui commissaire à la Russie Blanche. Sachant que lorsqu'il était ambassadeur à Londres, Sokolnikov avait des liens avec un anglais (qui déjà à cette époque était au service de la Guépéou) Berman décida d'utiliser cet agent étranger comme témoin de l'activité criminelle de Sokolnikov. Dans ce but Berman s'adressa au chef de la section étrangère de la Guépéou afin qu'il obtienne de son agent étranger des témoignages adéquats. Il y eut sur ce thème, entre lui et Berman le dialogue suivant : « Sokolnikov peut écrire 2 kilomètres de témoignages et il avouera tout ce que tu voudras, mais comment puis-je obliger un étranger, même payé par nous, d'écrire la même chose que Sokolnikov ? Ce sera moi qui sera fait. Ton Sokolnikov avouera tout et mon agent étranger ne donnera pas ces témoignages ».

Berman : — Je ne comprends pas ! Paie mieux ton agent !

« Sous l'influence de ce douloureux interrogatoire, qui durait des mois, et même des années, l'influence des menaces et de la faim, les hommes arrêtés « avouaient » enfin, tout ce qu'exigeait d'eux la Guépéou. Mais il en restait qu'on ne pouvait pas briser. Il y eut deux lors du premier procès en Moscou: Mratchkovsky et Smirnov. Cependant le Guépéou savait que Staline ne veut pas de procès sans eux. Alors le Guépéou décide d'employer les derniers moyens : il remit les deux rebelles aux mains des juges d'instruction les plus expérimentés dont elle disposait. Je transcris l'interrogatoire de Mratchkovski selon le témoignage d'un de ces instructeurs, Sloutski :

« Je commençai l'interrogatoire rasé. Lorsque je le terminai, ma barbe avait poussé. L'interrogatoire dura 90 heures. Toutes les 2 ou 3 heures, on entendit téléphoner du secrétariat de Staline : « Eh bien, on l'a brisé ? ». Je demandais à Sloutski : « Etes-vous donc resté tout le temps dans le Bureau sans sortir ? » « Non, après les premières 10 heures, je suis sorti pour deux heures, mais j'ai été remplacé par mon secrétaire. Mais Mratchkovski n'est pas resté une minute seul pendant ces 90 heures. Il allait même accompagné au lavabo ». Etc...

Est-il vrai que ?

Est-il vrai que *Ce soir*, quotidien stalinien, vient de passer à Daladier-Patenotre ?

Est-il exact que ces derniers l'ont acheté moitié avec les profits de la dévaluation obtenus par le milliardaire bimétalliste, moitié avec les fonds secrets de « l'ami » de MM. les chefs staliniste ?

Est-il exact que le journal aurait été réduit *à quia*, par la dette de pari, dû au trust Beghin de *Paris-soir* ?

Est-il exact que tous les rédacteurs auraient été congédiés sauf Andrée Viollis ?

Et vive l'union toujours plus forte du Front populaire chère à Duclos !

SOUSCRIPTIONS

Un tailleur sympathisant, 20 fr. — Marcelle, 11e cellule, 300 fr. — Arnaud 14e, 40 fr. — Donat, 13e cellule, 200 fr. — Labor, 10 fr. — Craip, 20 fr. — Sceaux, 150 fr. — Boivin, 50 fr. — Canard, 20 fr. — Nana (17e), 25 fr.

Mort d'un Militant

Le mouvement de la IVe Internationale vient de perdre en la personne du camarade *Théodossis Scalaios* un de ses plus anciens et meilleurs militants.

Venu du Parti Communiste, avec lequel il avait rompu en 1931, ce camarade entra dans le groupe « Spartacus ».

Fondateur du groupe « L'Internationaliste » qui adhéra à notre section grecque.

Militant d'une haute culture marxiste et de grand courage.

Arrêté en 1935, pendant la dictature Condilis, emprisonné, il prit part à la grève de la faim déclarée par 2.000 prisonniers, et malgré sa santé fragile, il a tenu bon jusqu'à l'amnistie totale à laquelle fut contraint le gouvernement Demeralys.

Arrêté à nouveau, par le régime fasciste actuel, envoyé dans un camp de concentration d'aéronauplie; il fut sauvagement torturé, et réduit à la famine. La tuberculose s'empara de ce corps affaibli. Les tortures et les privations devaient l'achever.

Il est mort en héroïque combattant, sous le drapeau de la IVe Internationale. Gloire immortelle à sa mémoire ! Sa mort sera vengée par le prolétariat victorieux.

Le Secours International a adopté l'enfant de Ta-Thu-Thau

Nos camarades savent que Ta-Thu-Thau malade et paralysé souffre toujours en prison où le maintient Mandel, digne successeur de Moutet. Les travailleurs français ont trouvé le moyen de manifester leur solidarité au vaillant lutteur indochinois et, dans sa personne, aux ouvriers coloniaux opprimés.

Lorsque Ta-Thu-Thau fut embarqué de force au lendemain de la manifestation de l'Elysée, en 1930, sur les ordres du ministre Piétri, il dut laisser en France son jeune enfant. Il le confia à une famille de travailleurs français et, tandis que toute son existence était absorbée par sa lutte pour les ouvriers et les paysans de Cochinchine, il adressait chaque mois le prix de sa pension à ceux à qui il avait confié son enfant.

L'enfant de Ta-Thu-Thau est aujourd'hui un enfant d'une dizaine d'années. Ta-Thu-Thau est depuis de longs mois en prison, le corps et le visage paralysé, la vue en danger. Ses géôliers le privent de soins. Mais son enfant ne sera pas abandonné. Le Secours International le prend sous sa garde et il appelle les travailleurs de ce pays à marquer leur solidarité avec les travailleurs coloniaux en adoptant l'enfant de Ta-Thu-Thau.

Que chacun adresse sa contribution au Secours International : chèque postal Limbour 163-51.

SECOURS INTERNATIONAL SOLIDARITE ET LIBERTE 11, rue Jean-de-Beauvais, 11 A L'AIDE DES VICTIMES DE LA REPRESSION !

Chèque postal : **Limbour 163-512**

CAMOUFLAGE

M. Molinier veut absolument trouver une couverture politique à son aventure et à son indignité personnelles.

Dans ce but, il tente dans « La Commune » d'utiliser les divergences entre la IVe Internationale, et le R.S.A.P., parti socialiste révolutionnaire de Hollande (président Sneevlieet).

De même, il veut « utiliser » des divergences politiques, avec un camarade de notre section belge, le camarade Vereecken. Cette tentative de Molinier échouera, comme toutes les autres lamentablement.

En effet, les camarades ci-dessus cités, ont formulé sur l'incompatibilité complète de la personne de Molinier avec une organisation prolétarienne, des jugements encore plus catégoriques que ceux des organismes responsables de la IVe Internationale.

Lors de la Conférence Internationale, qui exclut Molinier, Vereecken n'a-t-il pas déclaré, qu'il avait avec plus de clairvoyance que nous-même, dénoncé l'activité équivoque de Molinier et qu'on aurait dû l'exclure depuis plusieurs années ?

En ce qui concerne Sneevliet, il s'est à maintes reprises élevé, dans nos instances internationales, contre ce qu'il appelait notre indulgence excessive à l'égard de l'aventurier. Il proclamait qu'il fallait dénoncer Molinier comme un « agent provocateur » (sic). Politiquement, Molinier va de l'opportunisme (mot d'ordre Blum-Thorez au pouvoir) à l'aventurisme ultragauche (révision du front unique), selon que l'une ou l'autre politique lui sert le mieux contre la IVe Internationale.

En cherchant, aujourd'hui, une couverture dans la Résolution de Sneevliet, il donne un nouvel échantillon de son indignité, et de son activité sans scrupules, ni principes.

Lisez le Bulletin International.

Concernant les divergences sur la question de la guerre, de l'Espagne, sur la question hollandaise, une documentation très complète se trouve dans les bulletins du bureau de la IVe Internationale.

Demandez les deux derniers numéros, au siège du parti 15, passage Dubail.

Les bulletins sont réservés aux membres du P.O.I. et des J.S.R.

Notre revue, la IVe Internationale, traitera l'essentiel de ces questions.